

jet de loi pour le rappeler. Il mérite une étude spéciale : nous y reviendrons.

Chapitre 32.—Acte à l'effet de mieux prévenir la fraude à l'égard des contrats entraînant le paiement de deniers publics. Donner ou offrir de l'argent, etc., pour s'assurer une influence à propos d'un contrat de l'Etat est un délit. Les mêmes dispositions s'appliquent à ceux qui ont fait une soumission, et aux employés publics qui offrent ou reçoivent de l'argent dans ces circonstances.

Par le chapitre 34, les actes concernant la procédure dans les cours criminelles sont modifiés. Les corporations collectives accusées de délit doivent comparaître et plaider par procureurs. Pas besoin de *certiorari* pour évoquer la cause à une cour supérieure. Sur défaut de comparaître, le plaidoyer de non coupable est entré par la corporation, et la cause est inscrite et instruite.

Le chapitre 37 amende et refond la législation sur les pénitenciers. Ces établissements et leur personnel sont sous le contrôle du ministre de la justice qui fait un rapport annuel. Un inspecteur est nommé pour représenter le ministre ; il visite les pénitenciers et fait rapport ; il établit des règles et règlements approuvés par le gouverneur en conseil, son rapport annuel doit être détaillé ; il entre dans le chapitre des recettes et dépenses de chaque établissement avec une estimation des propriétés de l'Etat sous son contrôle. Il peut faire des enquêtes sur la conduite des officiers, etc. ; le préfet, le sous-préfet, etc., sont nommés par le gouverneur en conseil. Des dispositions détaillées établissent les pouvoirs et les devoirs du préfet, portent sur le transfert des prisonniers, le traitement des détenus, la translation des délinquants, le régime cellulaire, la prison des femmes, les infractions et punitions, la libération des détenus, etc.

Ce sont là, en résumé, les principales dispositions législatives d'intérêt public, renfermées dans le statut de 1883.

EDMOND LAREAU.